

## **Réseau de recherche** **« Economie sociale et solidaire et action publique »** **RESSAP**

---

- *Etaient présents : Jean-Robert ALCARAS (JRA) ; Fabienne DOURSON (FD) ; Patrick GIANFALDONI (PG) ; Guillaume MARREL (GM) ; Magali NONJON (MN) ; Franck PETIT (FP) ; Béatrice CHAUVIN (BC) ; Zehor ZEGHDOUDI (ZZ) ; Rachid KHAÏR ; Fatna MALHOUX*
- *Etaient excusés : Martine LE FRIANT (MLF) ; Delphine COSTA ; Yvan FERIER (YF) ; Didier JOSSELIN ; Jérôme JOUBERT ; Frédéric ROSTAING*

Ordre du jour de cette réunion du RESSAP :

***Les consultants dans la « fabrique » des politiques publiques : regards croisés sur le domaine de la participation et de l'économie sociale et solidaire***

- \* Présentation de Magali NONJON : consultants et participation
  - \* Présentation de Lucile MANOURY (Atelier coopératif): consultance et ESS
  - \* Conclusion commune pour le RESSAP
  - \* Réflexions exploratoires dans la perspective de la définition d'un programme de recherche du RESSAP pour 2009-2010.
- 

**MN :**

***« Ce que participer veut dire » :***

***l'apport de la sociologie des professionnels de la participation dans l'étude du phénomène participatif***

**Resituer le cadre et le contexte de cette communication :**

→ S'appuie sur une recherche doctorale menée sur des acteurs particuliers, ceux qui aujourd'hui se sont spécialisés dans l'animation et la gestion de dispositifs participatifs, ceux que MN a appelé les « professionnels de la participation ». C'est avant tout pour leur expertise, les compétences qu'ils prétendent posséder en matière de participation que ces derniers sont recrutés par les collectivités territoriales.

Autrement dit, c'est à la question de la professionnalisation de la thématique de la participation qu'elle s'est intéressée en partant de **questions simples** empruntant à la sociologie des professions: qui sont-ils? comment devient-on professionnel de la participation? que font-ils? quelles conceptions de la participation ces acteurs promeuvent dans les dispositifs qu'ils inventent et qu'ils animent?

→ Mais très vite, MN s'est aperçue que le cadre théorique de la sociologie des professions était trop rigide pour observer un groupe aussi mouvant ne disposant ni de nom, ni d'organisation, ni de porte-parole commun.

L'analyse sociologique de ces acteurs ne pouvait faire l'économie d'une étude des politiques publiques participatives, c'est-à-dire des mécanismes de construction d'une demande émanant des pouvoirs publics en matière de savoir-faire participatifs.

Le destin social et professionnel des acteurs que j'étudiais semblait, en effet, être étroitement lié aux évolutions de la commande publique sur les enjeux de concertation et de participation des citoyens.

→ **Croiser sociologie des acteurs et analyse des politiques publiques pour comprendre la manière dont ce groupe professionnel s'est structuré et surtout analyser les effets que la professionnalisation de la thématique de la participation avait pu avoir sur ce que signifie « participer » ou encore « faire participer ».**

### 1) LA « NÉBULEUSE PARTICIPATIVE » EN QUESTION : ÉLÉMENTS DE SOCIOGRAPHIE

→ Premier constat qui s'impose quand on s'intéresse à ces acteurs, on est face à une véritable « **nébuleuse participative** » :

Aujourd'hui sur le créneau de la participation cohabitent d'anciens militants des luttes urbaines reconvertis, des architectes, des urbanistes, des communicants mais également des consultants en tout genre en mal de diversification.

Dans les plaquettes de présentation de leurs structures, au sein des colloques où ils exposent, voire « vendent » leurs outils, chacun de ces acteurs s'évertuent ainsi de valoriser leurs particularités, en évoquant des manières de faire, des approches, des méthodes différentes.

Existence de cette nébuleuse ne doit pas pour autant laisser croire **qu'il n'y a pas eu de dynamique de structuration et d'homogénéisation des pratiques, et nous allons le voir également des profils de ces professionnels de la participation depuis les années 70.**

Afin de donner quelques éléments sur ce double constat (sur l'hétérogénéité du profil et sur les dynamiques de structuration du milieu), MN propose de revenir sur quelques données de l'enquête

#### QUELQUES ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES :

- observation et délimitation des acteurs pertinents : le milieu des « professionnels » de la participation, un milieu opaque et mouvant
- une enquête qualitative : observation participante + entretiens auprès de plus d'une cinquantaine de professionnels
- une analyse documentaire
- une enquête quantitative : réalisation d'un questionnaire adressé à une centaine de structures investies sur le créneau de la participation

#### QUI SONT CES PROFESSIONNELS ?

- sédimentation générationnelle clivées de pro de la participation
- peu de différenciation en termes de genre
- cat socioprof sup ; militants ; fortement ancrés à gauche (question de la proximité aux organisations partisans)
- profils univ. variés : niveau de formation élevé, discipline des diplômés diversifiée

<b>Détenteur d'au moins un diplôme dans les domaines d'étude suivants*</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Aménagement urbain et développement local	19	24,4 %
Sociologie	11	14,1 %
Architecture	10	12,8 %
Travail social/animation	9	11,4 %
Science politique	8	10,3 %
Disciplines scientifiques	8	10,3 %
Psychologie	4	5,1 %
Communication	4	5,1 %
Commerce-gestion-économie	4	5,1 %
Droit-administration des collectivités locales	4	5,1 %
Psychologie	3	3,8 %
Environnement	2	2,6 %
Histoire	2	2,6 %
Analais	1	1,3 %
Lettres modernes	1	1,3 %
Philosophie	1	1,3 %
Histoire de l'art	1	1,3 %
Archéologie	1	1,3 %
Dessin	1	1,3 %

Tableau n°1- domaines d'études privilégiés par ordre décroissant

\*Plusieurs réponses étaient possibles

- filières prof disparates : enjeux de reconversion prof et militantes
- bcp de contrats précaires définis souvent comme la preuve d'un « engagement militant » : précarité retournée comme ressource
- multipositionnement : 3 profils (selon le niveau d'exclusivité de l'activité participative)
- Près de 49% des spécialistes interviewés déclarent exercer d'autres activités professionnelles en dehors de leur principale structure d'appartenance
- Trois types d'individus sur le marché de la participation
  - interventions ponctuelles tout en conservant son métier d'origine
  - des individus qui consacrent une partie non négligeable de leur temps à cette thématique tout en conservant d'autres missions
  - des individus qui « vivent » exclusivement des prestations qu'ils proposent

#### **OÙ EXERCENT-ILS ?**

- la participation : une ressource avant tout secondaire
- interchangeabilité : interdisciplinarité, souplesse etc...
- des structures récentes (développement à partir de la fin des années 90)

- des stratégies d'implantation territoriales spécifiques : poids de la mémoire de la participation (PACA, NPC, RA)
- Certains secteurs géographiques semblent plus investis que d'autres : importance des territoires au sein desquels existent déjà une « mémoire de la participation » et où se multiplient, sous des configurations très diverses, les formes d'associations de citoyens au débat public.

### **Deux hypothèses :**

-Appel à des consultants extérieurs est conditionné par l'existence d'un tissu associatif, d'une équipe politique déjà sensibilisée à la participation. L'embauche d'un consultant peut alors être considérée comme l'assurance d'une volonté forte de poursuivre des processus de participation déjà engagés sur le territoire, voire la garantie de dépasser une logique instrumentalisante des démarches participatives

-Appel à des consultants peut être aussi interprété comme un moyen pour les élus de déminer des situations explosives voire de contourner les réseaux militants locaux et les dispositifs de concertation déjà existants

- un fonctionnement par « niches » de contrat
- des structures associatives et habituées à travailler en réseau

### **QUE FONT-ILS : ABSENCE DE PRATIQUES UNIFIÉES « LA PARTICIPATION À LA CARTE »**

Les acteurs construisent eux même les typologies qui les situent dans un marché

- Petit nombre versus grand nombre
- Une approche séquentielle des démarches participatives :
- Définition d'étapes clés des procédures de concertation, jugées indispensables et à chacune desquelles les professionnels proposent d'intervenir
- une seule et unique prestation qui déroule toutes les étapes
- se concentrer sur une étape clé
  - Dimension artisanale versus dimension formatée
  - Conseiller, former, sensibiliser les acteurs aux démarches participatives
  - Assistance aux dispositifs institutionnels de participation versus création de dispositifs innovants
  - La pluralité des objectifs visés : objectif managérial, objectif social, objectif politique

### Injonctions contradictoires :

- justifier l'existence par l'expertise (compétence) alors que la participation est la dénégaration de la coupure profane/expert
- recrutés par les CT alors qu'il s'agit de mobiliser les habitants au risque de les mobiliser contre les commanditaires
- être dedans en étant dehors : comment rester un acteur extérieur sur la durée de l'accompagnement

### **UN UNIVERS PROFESSIONNEL EN TENSION**

Scission spontanée : si l'on écoute les discours de ces professionnels, il coexisterait deux mondes quasi antagonistes sur le marché de la participation : les militants et les professionnels

Logiques concurrente : pro *versus* militant

**Représenter le milieu de la participation : retour sur la construction des cartographies**

**-méthode** : relecture transversale des divers matériaux recueillis lors de l'enquête lors de l'enquête de terrain

Pour opérer cette schématisation, nous avons choisi volontairement de prendre au sérieux les représentations des enquêtés et leurs récits d'expériences. Les « cartographies » présentées ici formalisent avant tout le sens que les professionnels de la participation veulent donner à leurs pratiques. Autrement dit, la manière dont ils veulent qu'on les comprenne.

**-objectifs** : chercher à déterminer la manière dont ces les acteurs se représentaient le milieu de la participation (ligne de clivages, de tensions)

Elles visent à visualiser les divisions internes telles qu'elles sont données à voir par les enquêtés et les rapports de force sur lesquels semble se construire le milieu de la participation tout en restituant les glissements possibles d'une position à une autre, les changements de frontières dans l'espace comme dans le temps

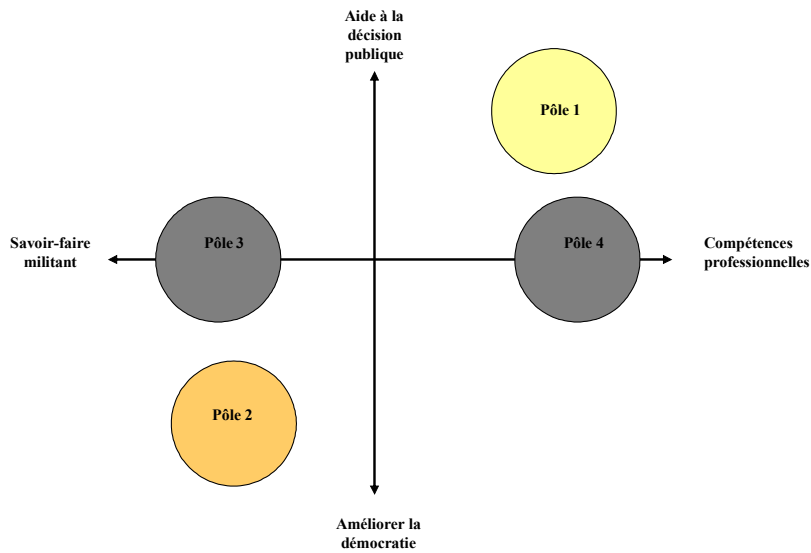
**-2 axes** pour représenter schématiquement le milieu de la participation :

-Premier axe (par rapport aux objectifs assignés aux démarches participatives)

**Aide à la décision / Redonner le pouvoir aux citoyens**

-Deuxième axe (par rapport à la manière dont les professionnels définissent leurs pratiques) **Savoir-faire militants** (valorisation pour définir ses pratiques de l'investissement militant, associatifs, syndical, politique, capacité à drainer du réseau, goût de l'expérimentation, du terrain) / **Compétences professionnelles** (valorisation pour définir ses pratiques du registre de l'expertise, des diplômes universitaires, de savoir-faire professionnels, etc.)

## CARTOGRAPHIE N°1 : DES MONDES ANTAGONISTES...À RELATIVISER

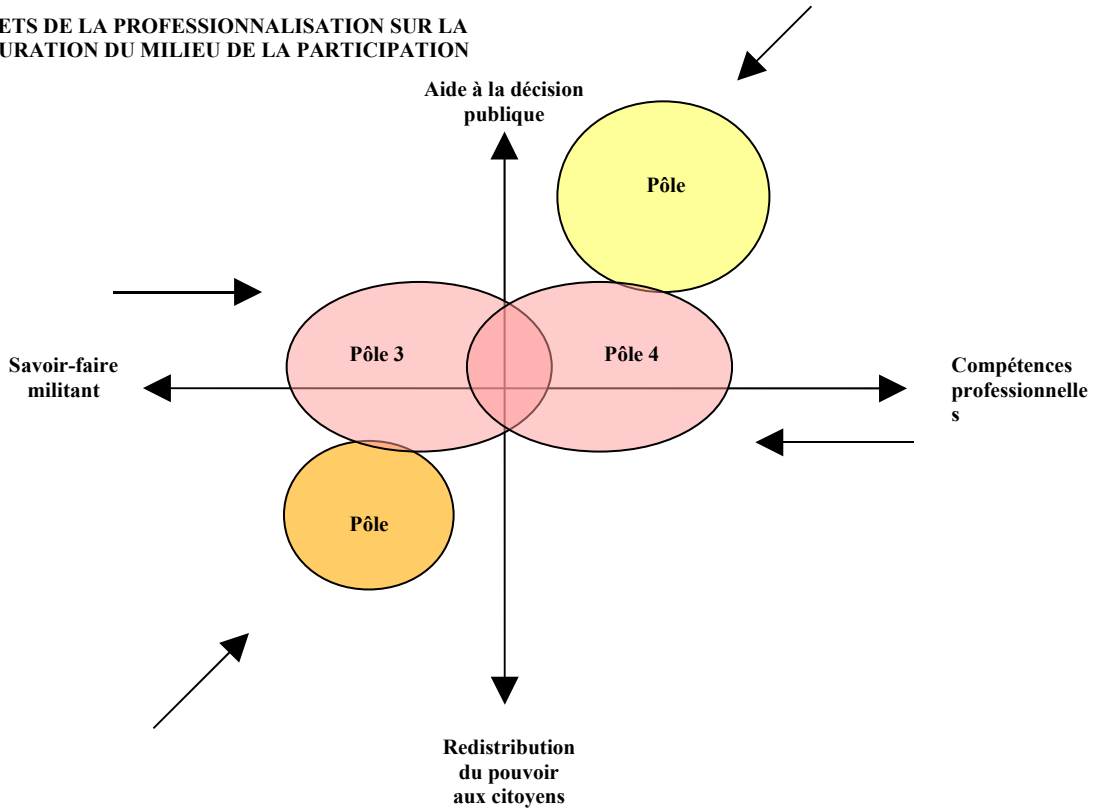


## CARTOGRAPHIE N°2 : LES EFFETS DE LA PROFESSIONNALISATION

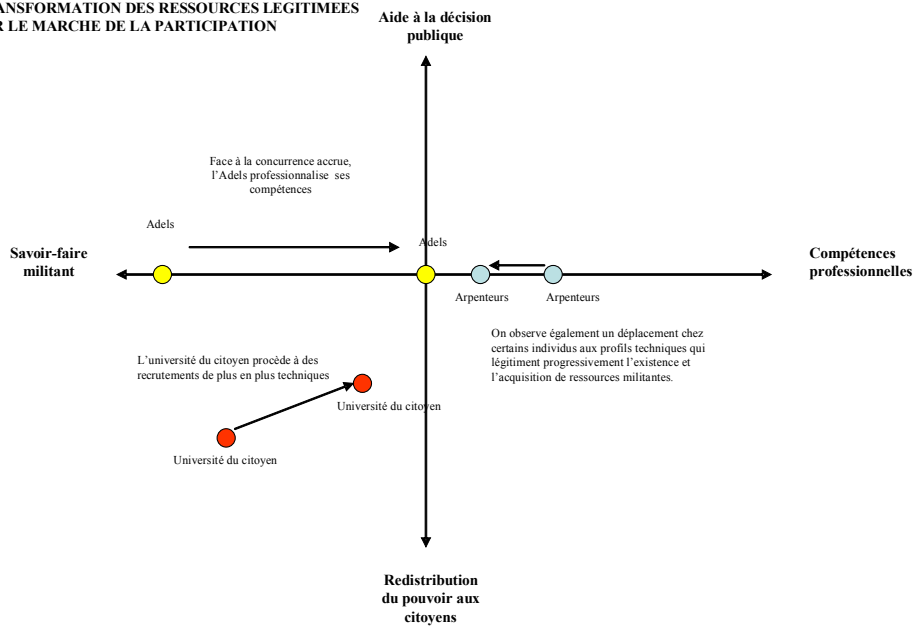
Pression vers le centre de la professionnalisation : militantisation et professionnalisation croisées

Et porosité des frontières

**LES EFFETS DE LA PROFESSIONNALISATION SUR LA STRUCTURATION DU MILIEU DE LA PARTICIPATION**

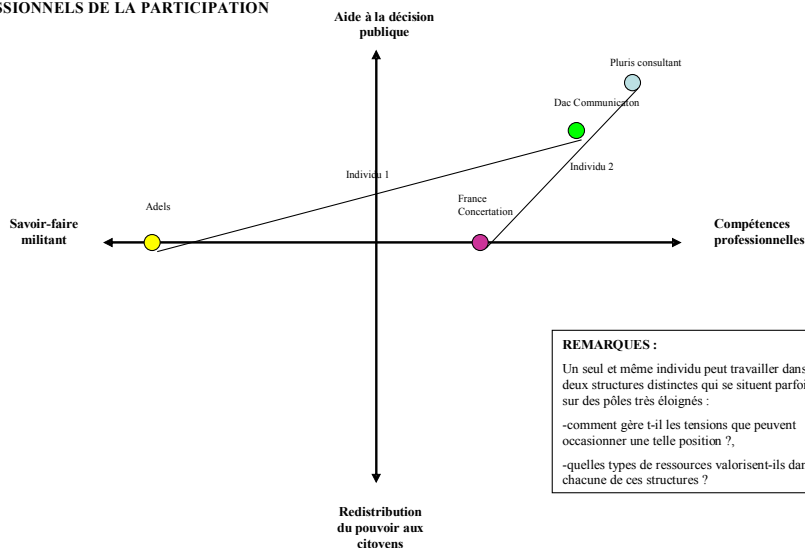


**PROFESSIONNALISATION DU SECTEUR ET TRANSFORMATION DES RESSOURCES LEGITIMES SUR LE MARCHE DE LA PARTICIPATION**



**REMARQUES :** Face à la professionnalisation du secteur de la participation, certaines structures se déplacent sur les axes

## LA MULTIPOSITIONNALITE DES PROFESSIONNELS DE LA PARTICIPATION



## 2. LES EFFETS DE LA PROFESSIONNALISATION DE LA PARTICIPATION

Pas le temps de détailler tous mes résultats, questionnements et surtout de restituer la complexité du mouvement qui vise à montrer que les professionnels de la participation façonnent les politiques participatives autant qu'elles ne les façonnent

Revenir sur quelques points sur les effets de la professionnalisation de la participation sur le milieu de la participation lui-même et sur ce que « participer veut dire » aujourd'hui :

1- en professionnalisant leurs ressources militantes pour tenter de survivre ou s'adapter à la professionnalisation de la thématique de la participation, les militants de la première génération, celles notamment des luttes urbaines ont facilité la captation du créneau de la participation par de nouveaux entrants aux profils non nécessairement militants au travers de deux mécanismes principaux :

→ 1<sup>er</sup> mécanisme : le fait de réduire la participation à des enjeux de méthode

Ex : université du citoyen créée par Jo Ros qui est aujourd'hui un outil, un concept que l'on peut transférer d'un site à un autre

Anciens militants (généralement dotés en capital universitaire) ont diffusé un savoir participatif (en le théorisant et en le modélisant) qui ne repose plus essentiellement sur des

expériences militantes mais davantage sur des compétences intellectuelles et techniques (produire des outils) plus facilement captables par d'autres acteurs.

→2<sup>ème</sup> mécanisme : réduire la participation à des enjeux de traduction :

En se consacrant sur la mise au point de méthodologies pour faire parler les habitants et relayer leurs paroles, les militants ont accéléré la concurrence sur les modes de mise en forme et de traduction de la parole habitante.

(ex : architectes : maîtrise du langage et de la planification, capacité à traduire les besoins en espace)

Professionnels de la communication : campanaaleb, outil vidéo vidéo substitue la réunion publique)

2-Au final, cette recherche souligne, en effet, comment ce processus de professionnalisation a fini par produire **un glissement progressif au fil duquel la participation a fini par n'être plus que définie par ses procédures et moins par ses effets sur les rapports sociaux et politiques**. Cette cristallisation sur les procédures et les techniques permettant notamment de justifier par elle-même l'existence de ces professionnels.

Ainsi, tout se passe comme si aujourd'hui ceux qui vivent de la participation avaient contribué eux-mêmes à une certaine forme de « neutralisation » de la participation en faisant des procédures l'unique objet de l'évaluation de la plus ou moins grande réussite des politiques participatives...

Comme si ils avaient contribué eux-mêmes à vider dans une certaine mesure la participation de sa dimension militante pour la réduire à de simples enjeux de méthodes et s'assurer une place sur le marché de la participation.

**LM :**

*« Etre consultant sur le champ de l'économie sociale et solidaire : quelles spécificités ? »*

**-Sur le métier de consultant**

Retrouve les mêmes difficultés que sur le champ de la participation à qualifier ses pratiques, son métier.

Métier de consultant mal défini

Consultants encore peu nombreux sur ce secteur et surtout encore très militants

Consultance : préhistoire dans l'ESS

Essentiel du métier consiste encore (sauf exception) à convaincre les élus de l'intérêt de se positionner sur le champ de l'ESS

Importance de la position de traducteur, de facilitateur. Il faut avoir la capacité de construire des argumentaires différents en fonctions des interlocuteurs

Importance du tiers intervenant

**-Sur les liens entre militantisme et professionnalisme :**

Atelier coopératif : un « cabinet d'études engagé »

Retrouve les injonctions exposées précédemment, même si elle se sent « consultante militante-professionnelle » à part entière. Il s'agit d'un dosage toujours délicat entre posture et vécu militant

Militantisme se traduit notamment par :

-20 ans d'histoire militante : « condition de sa position sur le marché »

-le statut du cabinet (une SCOP), issu du collège coopératif d'Aix-en-Provence, suite au licenciement du pôle recherche)

-importance de la connexion entre recherche et action

-la nature des contrats (Contrats de droit commun... pas de précarisation)

-le fait de faire du « sur mesure »

-vendre des valeurs, des principes d'intervention

- implication bénévole sur certains projets

Ex : Chesnaux : très impliqué dans des associations de chômeur + éducation populaire : tous les élus baignés dans ces milieux, mais différentes façon

Volonté politique de lancer un « séminaire permanent de l'ESS »

Pour lui faire appel à des experts : c'était n'importe quoi : il a d'abord fait appel à des mobilisations militantes, à des professionnels engagés

- cas de la CULille auprès des verts

- cas PACA : enjeu de légitimation par la mobilisation des acteurs

-Long travail bénévole : grosse capacité de mobilisation, animations gratuites etc...

Missions ensuite distribuées dans la mise en œuvre par sélection parmi les fidèles

Vaucluse : coordination avec la politique régionale

Cet investissement « militant » a ensuite débouché sur une commande plus formelle autour de l'accompagnement à la création d'activités de l'ESS (RESSPIRE)

→ Echanges entre les participants sur le caractère « bénévole » de ce type d'assistance

**-la spécificité du champ de l'ESS :**

On est face à des politiques publiques encore peu formalisées ou tout du moins dont le cadre a été définie au niveau national que très récemment/

Importance de l'impulsion des élus pour créer un marché sur ce secteur (ex : Chesneau dans la région PACA)

Naissance d'une PP du champ de l'ESS reconnu à part entière : 2002

Le problème : ESS multisectorielle et PP et CT sont encore structurées de manière sectorielle  
L'Atelier coopératif ne répond pas encore beaucoup à des marchés liés à des appels d'offre, on est encore dans quelque chose de peu structuré.

Importance de la recherche dans la structuration de l'ESS (consultation du DIISES)

**-Retour sur quelques prestations :**

-Evaluation de politiques publiques : Evaluation du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) région Poitou Charentes et Bretagne

-Une comparaison interrégionale et intersectorielle des guides ou démarches d'évaluation de l'utilité sociale générée par les entreprises et les organisations de l'ESS : travail de comparaison, de capitalisation des guides et démarches existantes en vue de produire un manuel méthodologique pour les évaluateurs de l'ESS

→Consultants de l'ESS participent à la définition de « bonnes pratiques » de l'ESS, gros travail aussi pour justifier la professionnalisation des entrepreneurs de l'économie sociale »

Voir à ce sujet : « La professionnalisation des entrepreneurs de l'économie sociale : un enjeu au regard de la responsabilisation des entreprises » ; Article de Maurice Parodi et de Marie Flores, n° 211, Revue de l'Economie Méridionale, Université de Montpellier III.

-Appui à la structuration d'un réseau de structure d'accompagnement à la création d'activités et de projets dédiés à l'économie sociale et solidaire dans le Vaucluse dans le cadre du Programme régional de l'ESS et de la politique du Conseil Général du 84.

Prochaine réunion :

Vendredi 20 février, les élus dans l'action publique territoriale (Guillaume MARREL et Frédéric ROSTAING)

*Pour le comité de pilotage*

Guillaume MARRELet Magali NONJON